

Première contribution au débat public de M. Jacques Gandrille
(5 avril 2006)

J.Gandrille et M.Gernigon
136 rue de la marne
Eragny

M. BERGOUGNOUX

Nous habitons à Eragny, 136 rue de la marne, depuis 4 ans, dans un pavillon dont nous sommes propriétaires.

J'ai participé, sans a priori, au débat public que vous avez animé le 4 avril.

Je viens vous livrer mes impressions et une suggestion.

Autant j'ai confiance dans votre probité et votre compétence pour conduire ce débat public, autant, en écoutant les divers intervenants, j'ai éprouvé le sentiment que les enjeux et les objets de ce débat sont faussés. Il me semble qu'il s'agit en fait d'un débat de pure forme, voire d'une manipulation, pour arriver à un objectif déjà défini par les pouvoirs publics : réaliser le tracé rouge.

Les interventions du Directeur de l'Equipement, M. Rol Tanguy m'ont, notamment, choqué :

- Sa façon de positionner le projet.

Il le qualifie d'essentiellement technique et ça ne peut-être qu'un mensonge : A qui espère-il faire croire que ses mandants (ministère, responsables politiques régionaux, acteurs économiques,...) n'ont pas précisé le cahier des charges initial avec des options politiques a priori (le tunnel sous la forêt de Saint Germain par exemple) ?

- Son insistance à évoquer l'impossibilité technique de construire un tunnel sous la Seine à la hauteur de Chanteloup les Vignes.

Ce fait, vraisemblablement incontestable, me semble mis en avant pour laisser penser aux participants que la construction des tunnels étant très difficile à réaliser, il n'a pas été possible d'en prévoir plus dans le projet débattu.

- Sa façon de mettre en avant les risques d'accident dans les tunnels .

Il n'a pas pris en considération la remarque d'un participant qui évoquait le très faible risque statistique en la matière.

Il m'a semblé qu'il défendait implicitement l'option suivante: ne pas ajouter un hectomètre de tunnel à ce qui est prévu dans le projet.

- Son opinion sur les tracés proposés.

Elle n'a pas été explicitement formulée, mais il m'a semblé, ainsi qu'à d'autres participants, que dans son esprit et sans doute dans celui de ses mandants, le tracé violet est un leurre et le tracé noir un repoussoir.

Si mon impression d'être confronté à un faux débat se confirme et que la défiance à l'égard des décideurs nationaux et régionaux persiste, ma position sera de dire non à l'autoroute et je rejoindrai les opposants à ce projet.

En revanche, je participerais bien volontiers, dans une attitude constructive, à un débat dont la question principale serait la suivante :

le tracé rouge étant préconisé par les instances techniques et politiques, comment en définir les conditions d'acceptabilité par les riverains concernés.

Dans cette hypothèse, la Direction de l'équipement devrait formellement s'engager sur les opportunités d'améliorer le tracé rouge, sans attendre l'échéance du 6 juillet. Elle devrait, par exemple, annoncer explicitement que :

- le budget peut être augmenté, au moins jusqu'à hauteur de celui du tracé violet ;
- des kilomètres de tunnel peuvent être construits en plus, pour garantir la réduction des nuisances,
- son utilisation par les riverains serait gratuite,
- etc...

Avec un tel débat, les pouvoirs publics manifesteraient aux habitants du Val d' Oise une considération équivalente à celle dont peuvent bénéficier les habitants des banlieues plus aisées et mieux défendues par leurs élus, ainsi qu'une meilleure prise en compte de leurs attentes.

Je crains que si le débat se poursuit sur les bases actuelles, on arrive à une opposition frontale et peut-être violente. Les élections de 2007 tombent à point nommé pour susciter des actions médiatisées, par rapport auxquelles les partis politiques devront se positionner.

Si l'autoroute est utile pour la région, ce sur quoi je n'ai pas d'opinion tranchée pour le moment, il faut y mettre le prix :

- **un débat public sur les véritables enjeux,**
- **une volonté réelle de prendre en compte les attentes des riverains,**
- **l'annonce de moyens importants pour améliorer le tracé rouge, avec notamment la prolongation des tunnels.**

Veuillez agréer, M. Bergougnot, l'expression de mes sentiments dévoués.

Deuxième contribution au débat public de M. Jacques Gandrille **(24 avril 2006)**

Le débat public qui nous est proposé a deux objectifs apparents :

- dire oui ou non au projet d'autoroute,
- et si le oui l'emporte, choisir un tracé.

Il a un objectif caché : imposer le tracé rouge et isoler ses riverains pour réduire leur influence sur la décisions finale.

Plus de 80% de la population du Val d'Oise ne sera pas directement concernée par les nuisances de l'autoroute.

Avec le débat public et les actions de communication des divers acteurs économiques et politiques, il est probable que la grande majorité de ces habitants sera favorable au projet .

Le Conseil Général s'en donne les moyens :il organise actuellement un référendum, en publiant dans ses revues un bulletin de vote « oui à l'autoroute » que les lecteurs doivent lui adresser. Il se garde bien de leur demander leur avis sur le tracé. Ce qui tend à prouver que le choix est déjà fait : le tracé violet est un leurre et le noir un repoussoir.

Ce procédé permet de communiquer en faveur de l'autoroute et, surtout, de compter les partisans du oui.

Le Conseil Général espère ainsi qu'au moment de la décision, cet apport d'opinions favorables sera décisif.

Sa stratégie est d' obtenir un accord majoritaire d'habitants non concernés par les nuisances, pour peser sur la minorité des riverains de l'autoroute et faire admettre le tracé rouge tel qu'il est défini aujourd'hui.

Cette stratégie ne peut avoir sur les riverains du tracé rouge qu'un seul effet : s'opposer farouchement au principe de l'autoroute.

Cette stratégie peut-elle gagner?

Rien n'est moins sur ! La décision de faire l'autoroute doit se prendre fin 2006. La campagne électorale pour les présidentielles et les législatives sera lancée . Les opposants au tracé, tel qu'il est prévu aujourd'hui, prendront des initiatives qui seront relayées par les media. Elles inciteront les partis politiques et les leaders nationaux à prendre position et peut-être à dire définitivement non à l'autoroute.

Une seule stratégie est gagnante à coup sûr : obtenir l'adhésion des riverains.

Pour tenter d'atteindre cet objectif, la Direction Régionale de l'Équipement doit , en accord avec ses mandants, s'engager publiquement et solennellement, sur les deux points suivants :

- augmenter le budget consacré au tracé rouge, au moins jusqu'à hauteur de celui du tracé violet,
- augmenter significativement les kms de tunnel.

Ces déclarations doivent être faites avant le 6 juillet pour qu'elles soient inscrites dans le rapport écrit par M. Bergougnoux.